

Ford Aquitaine Industries : Guido Dumarey, le patron de Punch, jette l'éponge

Par Jean-Philippe Déjean | 29/05/2019, 14:22 | 1120 mots



Mardi prochain la CGT va essayer de faire annuler la fermeture de Ford Aquitaine Industrie, sans doute la dernière grosse cartouche juridique du syndicat. (Crédits : © Charles Platiau / Reuters)

Alors que ce mardi 4 juin, le tribunal de grande instance de Bordeaux se penche sur le bien-fondé des licenciements à Ford Aquitaine Industries (FAI), le patron du groupe Punch, seul repreneur connu pour cette usine, fait savoir qu'il renonce à la reprendre. Les élus des collectivités annoncent à La Tribune qu'ils soutiennent l'action syndicale au TGI de Bordeaux.

L'audience de ce mardi au tribunal de grande instance (TGI) de Bordeaux sera consacrée à l'examen du fondement économique des licenciements programmés à Ford Aquitaine Industries (FAI), à Blanquefort (Gironde). Des licenciements qui vont se doubler par la fermeture définitive de l'usine le 1er octobre. Dans cette optique le syndicat CGT de FAI, membre de l'intersyndicale de l'entreprise, avec FO et la CFE-CGC, essaie de mobiliser les élus. FAI, filiale du groupe Ford Motor Company (FMC) spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesses automatiques 6F35, est touchée par un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui va se solder au final par la suppression de 850 emplois.

Sur cet ensemble près de 450 départs en pré-retraite devraient être enregistrés, pour plus de 300 licenciements : une partie des salariés pouvant être mutés. Les départs en pré-retraite ont déjà commencé et l'usine compte aujourd'hui 645 salariés actifs. Le TGI, qui a accepté de se pencher sur la demande de la CGT, a exigé que le seul repreneur déclaré à la reprise de cette usine, le groupe belge Punch, soit également représenté pendant l'audience du 4 juin.

Il n'est pas impossible que le TGI ruine le plan de Ford

La situation actuelle est rendue complexe par le fait que le PSE de Ford, qui intéresse aussi de nombreux salariés intéressés par un départ en pré-retraite, [a reçu le feu vert de la Direccte](#) (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) de Nouvelle-Aquitaine et que, d'autre part, la CGT entame une action en justice qui pourrait se traduire (même si pour Ford le risque est réduit) par une interdiction de fermeture de l'usine.

Sachant que depuis plusieurs semaines un groupe de travail, auquel participe la CGT, a été constitué avec l'intersyndicale de FAI, les élus des collectivités territoriales, le ministère de l'Economie et des Finances et les services de l'Etat pour gérer l'après Ford à FAI. Malgré le refus de Ford d'accepter son offre de reprise de FAI, le groupe Punch voulait jusqu'ici continuer à faire partie de la solution. Mais le vendredi 24 mai Guido Dumarey, patron du groupe Punch, a adressé à Gilles Lambersend, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise de FAI un mail dans lequel il met fin à cette hypothèse.

Ce que Guido Dumarey va expliquer au juge

"Punch a été très engagé dans le projet de reprise de FAI pour construire un nouveau futur pour cette entreprise et ses salariés. Lors de la construction du plan d'affaire pour cette reprise, nous avons eu des contacts constructifs et transparents avec les représentants du personnel. Nous vous remercions pour cette coopération. Cependant, compte tenu du contexte, des nouvelles conditions et des délais, Punch n'est plus en mesure de pouvoir acquérir ce site. Notre conseil transmettra ce message au TGI" déroule Guido Dumarey.

Un coup d'autant plus dur que, dans l'esprit des partisans de la réindustrialisation, le groupe Punch restait une option. Gilles Lambersend semble relativiser un peu la déclaration de Guido Dumarey.

"Oui c'est normal qu'il dise ça. En novembre 2018 le projet présenté était crédible puisque Ford avait notamment laissé entendre qu'il mettrait de l'argent dans l'usine avant de partir et autoriserait l'utilisation d'une licence pour fabriquer une nouvelle boîte de vitesses. Et puis le constructeur automobile américain a subitement dit non à tout ça. Ford devait avoir peur que la reprise de FAI par Punch fonctionne" juge Gilles Lambersend.

"Ils ne savent pas comment réagir"

Si l'on en croit le secrétaire du CE, une option de reprise digne de ce nom suffirait à faire revenir Punch. Après avoir adressé une lettre ouverte à Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie et des Finances, ce vendredi 24 mai pour l'inciter à se mobiliser contre la fermeture de l'usine en soutenant l'action de ce 4 juin au TGI, le syndicat CGT de FAI a expédié ce mercredi matin 29 mai un nouveau message adressé cette fois aux élus des

collectivités locales, du Département de la Gironde à la Ville de Bordeaux en passant par la Métropole. Toujours avec la même intention : les mobiliser pour l'audience au TGI.

"Il est important que les juges voient que nous sommes soutenus. S'il ne s'agissait que d'une simple question de droit, Ford aurait déjà perdu depuis un moment. C'est pourquoi il est important que les élus soient à nos côtés lors de l'audience au TGI. Les syndicats sont les seuls à pouvoir saisir la justice. Les élus ne nous disent pas non, mais on sent bien que cette audience les gêne. Ils ne savent pas comment réagir. Ils se regardent les uns les autres. Tant que le plus influent d'entre eux ne bouge pas, personne ne bouge" analyse Philippe Poutou, délégué CGT à Ford Aquitaine Industries.

Les élus apporteront leur soutien aux syndiqués

La Tribune est en mesure d'annoncer ce mercredi, après avoir contacté Christine Bost, 1^{re} vice-présidente du Département de la Gironde, que les élus des collectivités territoriales (villes de Blanquefort, Bordeaux, Métropole, Région...) vont rédiger un courrier commun pour apporter leur soutien aux syndicalistes dans cette épreuve de force juridique. Sachant que la situation n'est pas d'une simplicité biblique. [Alors que les élus sont engagés dans l'après-Ford](#), l'action de la CGT, qui pourrait se solder par l'interdiction de la fermeture de l'usine, semble ainsi aller à rebours des événements. Comme si en plus de se projeter dans l'après (Ford) et de négocier dans ce sens, il fallait reprendre position sur une sorte d'avant où la fermeture de l'usine ne serait plus une évidence mais redevenait une option...

Cette gymnastique dialectique ne pose aucun problème aux cégétistes car si le TGI décide que Ford est fondé sur le plan économique à fermer FAI, cette décision ne fera que ramener tout le monde à la situation actuelle... Mais elle ne facilite pas les négociations des élus avec Ford. *"Le premier objectif de cette audience est d'empêcher la fermeture de l'usine"* rappelle Philippe Poutou. Par ailleurs la décision concernant la procédure intentée au TGI contre Ford en 2016 pour le non-respect des 1.000 emplois à maintenir dans l'usine, qui a fait l'objet d'un passage en appel ce 28 mai, sera rendue le 4 juillet prochain. L'histoire dira rapidement si, comme le pressent Philippe Poutou, la CGT de FAI a tiré sa dernière balle juridique avec cette audience au TGI du 4 juin.